



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 43 - vendredi 7 janvier 2011

Dans ce numéro :

- 2011, prendre nos affaires en main
- « *Des idées à débattre ensemble* », eh bien, débattons !
- En guise de rétrospective 2010, chronique du mouvement pour les retraites

2011, prendre nos affaires en main

Les marchands d'illusions du monde politique se succèdent à l'occasion du rite des vœux pour nous souhaiter une bonne année 2011, année 2011 qui n'en serait que meilleure si nous leur faisons confiance, si nous nous laissons endormir par leur boniment, leur paternalisme...

La palme revient sans aucun doute à Sarkozy, fonction oblige. La façon dont il a tenté, dans ses vœux du 31 décembre, d'effacer en quelques mots le puissant mouvement qui s'est opposé à sa loi sur les retraites résume son cynisme : « *Ce sont les pensions de nos aînés qui ont été sauvées et pour la première fois, la France a pu affronter une réforme capitale sans violence et sans blocage grâce au service minimum qui a bien fonctionné et à l'esprit de responsabilité des Français qui savaient bien que ce rendez-vous pour douloureux qu'il fut était inéluctable. Je veux rendre hommage à leur maturité et à leur intelligence collective.* » Quelle hypocrisie, quel culot que ce cynique hommage, ces remerciements, cette fausse compassion. Leçon politique aussi que cet acharnement à nier la dignité des millions de femmes et d'hommes, de jeunes qui se sont dressés contre une politique injuste, révoltante, qui dilapide les richesses qu'eux-mêmes produisent.

Et comment ne pas lire entre les lignes de cet hommage aux « Français » l'hommage du pouvoir aux dirigeants syndicaux ou politiques de la gauche libérale qui ont, en permanence, situé leur propre politique dans le cadre de l'acceptation du principe de la réforme, en justifiant les mensonges du pouvoir sur l'inéluctable réforme pour tenter vainement de la négocier à la marge.

Dominés politiquement, les directions des grandes confédérations sont incapables de se dégager de la logique des classes dominantes, du cadre imposé du prétendu dialogue social pour lui opposer une autre logique, celle des opprimés, des classes exploitées.

Nous retiendrons de 2010 la joie et l'enthousiasme des manifestations, de la grève, de la dignité et la fierté de la lutte, la richesse de la solidarité, la force de la classe ouvrière, tout ce que le pouvoir voudrait nier, effacer, faire oublier, les acquis du mouvement, de la mobilisation. Nos vœux pour 2011, c'est-à-dire nos objectifs politiques, seront de les faire vivre au mieux de nos possibilités, de les capitaliser sans subir les contrecoups de la défaite, la résignation et ses effets délétères. Cet objectif définit des tâches bien pratiques et concrètes.

Il s'agit de discuter sur les lieux de travail, dans les organisations syndicales, dans les quartiers, autour de nous, des causes et raisons de la défaite, de la force du mouvement, de ses faiblesses et des moyens de les surmonter. Sur le fond, ces faiblesses, ce sont le manque de confiance des travailleurs en eux-mêmes et dans leurs organisations, la cause, la dépendance de la gauche syndicale et politique du libéralisme, de l'ordre établi et de ses institutions, son intégration au système, la réponse, redonner aux organisations ouvrières et populaires toute leur indépendance de classe, les moyens, se donner un parti des travailleurs, anticapitaliste et révolutionnaire, qui partout, sur tous les terrains, vise à organiser, regrouper les travailleurs et les classes populaires pour la défense de leurs propres intérêts. Cela implique une totale indépendance du système et de ses institutions pour défendre une politique, une orientation, un programme pour la

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

transformation révolutionnaire de la société. La tâche est immense, elle peut sembler au dessus de nos forces mais il n'y a pas d'autre voie et le mouvement n'a-t-il pas été la démonstration des capacités d'initiative des travailleurs, des jeunes, des militantes et militants ?

2011 ne sera pas une bonne année, elle sera difficile, dure sur tous les plans. Elle verra s'accroître les effets destructeurs de la politique des classes dominantes et de leurs États privatisés par leur dépendance financière vis-à-vis des banques et des intérêts privés qu'ils représentent pendant que les partis institutionnels exerceront leur pression pour tenter de nous convaincre qu'en votant bien en 2012 tout pourrait sinon se résoudre au moins s'améliorer.

Face à la faillite de la classe capitaliste, les réponses ne sont pas au fond des urnes mais bien au cœur du monde du travail, de ses mobilisations, de son organisation pour agir politiquement, défendre ses droits, de son « *intelligence collective* », de la perspective historique dont il est porteur, le socialisme.

Faire vivre les acquis du mouvement de l'automne, c'est travailler à unir, regrouper celles et ceux qui ensemble, en dégagent les mêmes enseignements. La mémoire vivante du mouvement comme des combats passés, de leurs enseignements ne peut se perpétuer qu'à travers des liens humains, militants, démocratiques. La mémoire n'est pas une notion abstraite mais une fonction qui exige des structures, des relations humaines, sociales, dynamiques. Ces structures, ces relations, ce sont le parti que nous voulons construire, le défi que les militantes et les militants du NPA ont décidé, ensemble, de relever.

Ce parti est par nature ouvert, un parti de masse. Cela ne veut pas dire un parti à l'image de la société comme certains se sont plu à le prêter au NPA mais bien un parti pour la transformation révolutionnaire de la société qui rompt dès aujourd'hui avec la société bourgeoise et les mœurs des partis institutionnels, un parti qui ne craint aucun débat, fait vivre la plus large démocratie tout en nourrissant en son sein une morale, une opinion publique fondées sur la solidarité.

Un parti de masse démocratique et révolutionnaire ne saurait plier devant les préjugés conséquence de l'oppression, il s'approprie et défend les connaissances modernes, défend et s'approprie le matérialisme évolutionniste et combat toutes les idéologies, la morale, qui engendrent la soumission, justifient l'oppression dont, en premier lieu, les religions. La renaissance du marxisme n'est-ce pas l'appropriation des progrès des conceptions matérialistes et évolutionnistes mises au service des luttes d'émancipation ?

Nos vœux pour 2011 vont à toutes celles et ceux qui résistent et qui luttent pour qu'ensemble nous construisions des liens nouveaux de solidarité, d'engagements réciproques, riches de nos débats, de nos confrontations pour que les acquis du mouvement de l'automne ouvrent de nouvelles perspectives pour l'ensemble du monde du travail.

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

« *Des idées à débattre ensemble* », eh bien débattons !

A la fête de l'*Humanité* de septembre dernier, le Front de gauche lançait son « *programme partagé* ». Depuis, un *Cahier citoyen - Ce que la gauche devra faire* (disponible sur le site www.pcf.fr) a été publié pour appeler à « *débattre ensemble* ». Alors débattons, mais pas seulement en « *prenant le stylo* » pour commenter les mesures, comme le FdG y invite « *les citoyens* » mais débattons du fond : un programme pour quoi faire ? au service de quels intérêts ?

L'urgence aujourd'hui est bien de discuter des réponses pour résister à l'offensive des possédants et des gouvernements qui font payer la crise du capitalisme aux travailleurs et aux peuples, débattre pour aider le monde du travail à affirmer ses exigences comme priorité absolue, en assumant de construire une opposition frontale avec ceux qui défendent les intérêts du capital : patrons de la finance et de l'industrie, partis gouvernementaux et États, institutions internationales comme l'UE ou le FMI.

S'il veut être utile pour inverser les rapports de forces, un programme doit donc partir des besoins des classes populaires, tant sociaux qu'écologiques et démocratiques. Il n'y a pas de magie du verbe, mais les affirmer, les mettre en discussion parmi ceux qui veulent lutter pour les rendre réels, c'est déjà les légitimer. C'est aussi ouvrir la discussion sur les moyens pour les imposer aux classes dominantes, débattre du pouvoir qui pourrait les mettre en œuvre, des voies et des moyens pour changer le rapport de forces.

Quelles mesures ? Pour servir quels intérêts ?

Le point de départ, ce sont les besoins urgents et immédiats du monde du travail. Impossible ici de les évoquer tous (logement, santé, éducation, culture, transports...), alors discutons de l'emploi et des salaires, les questions clé pour mettre un coup d'arrêt au recul social et à l'appauvrissement. L'urgence est de partager le travail entre tous en travaillant

moins, d'interdire les licenciements, d'embaucher dans la fonction publique, d'en finir avec la précarité, d'augmenter les salaires et pensions d'au moins 300 € nets avec un SMIC et des minima sociaux à 1600 € net.

On se retrouve ainsi d'accord avec le *Cahier citoyen*, dans sa partie « droits sociaux », qui propose « la revalorisation des retraites et des salaires avec un SMIC à 1600 euros » (net, on suppose). Ensuite, il propose « l'interdiction des licenciements boursiers » : la restriction paraît bien inutile, vu que rien ne différencie des licenciements boursiers – on entend d'une entreprise qui veut faire remonter ses actions – des autres licenciements économiques (dans une société non cotée qui se restructure, ou endettée auprès des banques, ou tout simplement dont le propriétaire veut augmenter ses profits), ou même pour fautes, le plus souvent provoquées pour se débarrasser de salariés à moindre frais (les licenciements individuels sont les plus nombreux).

Contre le chômage, le FdG envisage une « sécurisation sociale de l'emploi et de la formation », reprenant une revendication de la CGT, c'est-à-dire, si on comprend bien, la mise en place d'une caisse alimentée par des cotisations sociales pour faire face aux suppressions d'emplois. Cela revient à chercher des solutions pour les accompagner, alors que nous pouvons envisager de mettre réellement fin au chômage en partageant le travail entre tous. Nous avons tout à gagner à affirmer clairement les besoins des classes populaires, « un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû » ose à juste titre le slogan des mouvements de chômeurs.

Alors bien sûr, de telles mesures exigent d'imposer une autre répartition des richesses, et impliquent un contrôle de l'économie par les travailleurs et la population, un gouvernement des travailleurs qui oserait prendre des mesures autoritaires contre la propriété privée de la finance et de l'industrie. Mais est-ce moins réaliste que d'envisager une nouvelle branche de la sécurité sociale pour l'emploi... au moment où le pouvoir est en train de casser celles qui existent pour essayer de les remplacer par des assurances privées (voir le nouvel épisode de dialogue social qui se met en place sur la dépendance) ?

Il s'agit bien de discuter d'une issue à la crise du capitalisme. Le *Cahier citoyen* veut une politique pour « permettre à l'économie de redémarrer ». La formule pose problème, si on ne définit pas de quelle économie on parle. On suppose que ce qui est souhaité, c'est la création des emplois. Mais le redémarrage de l'économie actuelle, celui auquel travaillent les capitalistes, se fait sur la destruction des emplois et des usines, pour faire redémarrer les profits, comme le montre Sanofi, supprimant des centaines d'emplois alors qu'elle fait des bénéfices record. Nous avons besoin d'affirmer une toute autre logique : une économie au service de la population, sous son contrôle, ce qui veut dire contre les intérêts de la classe financière et industrielle, contre leur propriété privée.

Pour cela, il ne suffit pas de proposer « la suppression du bouclier fiscal et la taxation des revenus financiers » et la création « d'un pôle public bancaire qui utilise l'argent public et celui des dépôts en faveur d'une politique du crédit favorisant l'emploi, les salaires, l'investissement et la recherche », comme le fait le *Cahier citoyen*. La perspective d'une régulation du capitalisme et de l'intervention de l'Etat pour atténuer la folie des marchés est une impasse. Depuis 2008, jamais les Etats ne sont autant intervenus pour réguler le capitalisme, limiter les dégâts pour les financiers eux-mêmes, et les milliers de milliards qu'ils ont dépensés pour sauver les banques n'ont fait qu'alimenter la spéculation. Ce faisant, les Etats ont aggravé leur endettement, qu'ils financent en durcissant les plans d'austérité contre les peuples. Ils alimentent une phase encore supérieure de la crise.

La question qui se pose est de mettre un coup d'arrêt à cette machine infernale, de mettre hors d'état de nuire le capital financier, et pas seulement le taxer pour reprendre un peu de ce qu'il a volé. Avançons le refus de payer pour les banques, de payer la crise, la nécessité d'exproprier la finance, d'interdire la Bourse, d'annuler la dette des Etats, de nationaliser sans rachat tout le secteur bancaire et de l'unifier pour que le pouvoir des travailleurs exerce un contrôle complet sur le crédit. Contre le mythe de la finance internationale intouchable, nous avons besoin d'armer politiquement les mobilisations de mesures radicales qui démontrent qu'il n'y a pas de fatalité économique.

Sur le plan des mesures écologiques, le *Cahier citoyen* propose au débat « un plan de relance de l'industrie et de l'emploi s'appuyant sur l'innovation et le respect de l'environnement » et le « développement de la recherche pour la production énergétique renouvelable ». Mais pour y arriver, il est nécessaire d'affirmer que cela passera par des mesures autoritaires contre les multinationales des énergies fossiles (pétrole, gaz, nucléaire) et du « capitalisme vert », de même qu'un « développement humain et durable » ne peut s'envisager qu'en rupture avec l'appropriation privée des profits, que sous un contrôle démocratique le plus large.

Comment appliquer un programme au service des travailleurs et de la population ?

Toutes ces mesures posent le problème de qui décide dans la société, en fonction de quels intérêts. Le *Cahier citoyen* affirme que « l'intérêt général doit primer sur la volonté des actionnaires ». Certes, mais comment ? Il propose une « 6^{ème} république, sociale et participative ». L'expression est bien vague et employée par beaucoup, jusqu'au PS et Europe Ecologie.

La perspective envisagée par le Front de Gauche est que ces « réformes incontournables devraient impérativement être mises en œuvre par une nouvelle majorité politique de gauche ». Mais on sait bien qu'un tel programme, pourtant bien timide, n'est même pas acceptable par le PS et Europe Ecologie, seules forces capables de constituer une majorité avec le FdG, si elles

veulent de lui, et qui en représenteraient d'ailleurs le poids principal. On le voit bien encore aujourd'hui, dans les Conseils régionaux, où les élus FdG votent les budgets préparés par les présidents PS. Sur les plateaux, J-L. Mélenchon esquivait la difficulté en prétendant que lui, ou le FdG, peuvent passer devant le PS, ou peser suffisamment pour obliger le PS à se rallier au FdG au lieu de l'inverse. Ces tours de passe-passe ne résolvent rien.

Les expériences de la gauche au pouvoir sont encore dans les têtes, et le *Cahier citoyen* évoque ces échecs, sans les nommer, en espérant « *construire les changements qui permettront à la gauche de rompre réellement avec les logiques libérales* » et propose comme garantie « *un pacte, le serment que la gauche ne trahira pas l'espoir de changement* ».

Nous avons besoin en effet de discuter des garanties pour le monde du travail qu'un programme défendant ses intérêts soit réellement appliqué. Pour cela, un pacte ne protège de rien... la gauche s'est si souvent reniée. Il n'y a qu'une seule réponse : la garantie que les travailleurs et la population seront capables d'exercer eux-mêmes, par leur propre mobilisation et organisation, en s'emparant de ce programme. Ceux qui le portent aujourd'hui doivent affirmer « *ne comptez que sur vous-mêmes* », sur les organisations démocratiques créées en se mobilisant pour prendre directement des décisions et contrôler leur application.

C'est la seule force sociale pouvant faire face à celles du patronat et de l'État. Un programme pour les travailleurs ne pourra être mis en œuvre que par l'action des travailleurs eux-mêmes sur leur propre terrain, celui des mobilisations, des grèves mais aussi sur le terrain politique, pour imposer par le rapport de forces des mesures contraignantes pour les possédants. Pour agir, l'État n'est pas un point d'appui. Il n'est pas neutre, construit par les classes dominantes pour les servir, y compris en intégrant le principe de l'alternance au gouvernement. Seul un pouvoir issu des luttes pourrait avoir le rapport de forces nécessaire pour briser la dictature de la finance, en s'appuyant sur le contrôle démocratique des travailleurs sur toute la marche de la société, ce qui ouvrirait une réelle possibilité de changer le monde.

Certes, compte tenu de la situation actuelle, un tel pouvoir des travailleurs peut paraître une formule abstraite. Mais une telle perspective est essentielle pour indiquer nos propres objectifs, convaincre qu'il existe une issue qui ne peut être qu'en rupture avec l'existant et ne peut pas se mouler dans l'État actuel.

« *Mais alors, c'est désespérant, on ne peut pas gagner ?* » répondent ceux qui espèrent le changement en 2012... Mais qu'a-t-on déjà gagné en dehors des luttes ? Il ne s'agit pas de se laisser dominer par le grand barnum électoraliste, mais d'aider les travailleurs à intervenir sur leur terrain, sans attendre 2012, que ce soit dans des luttes locales ou générales, pour les salaires, contre les licenciements, contre la casse des services publics et de la sécu, pour la défense des sans-papiers... Il s'agit de faire en sorte que chaque lutte aille au bout de ses possibilités, qu'elle soit utile à l'expérience collective, de porter aussi cette expérience dans les élections, d'en être les porte-parole pour unir les forces du monde du travail.

Après l'expérience de la lutte sur les retraites, il s'agit ainsi de préparer la prochaine étape des mobilisations de masse, alors que les programmes pour des « *majorités de gauche* » préparent les prochaines désillusions, réellement désespérantes elles, et pouvant profiter à l'extrême droite.

Bien sûr, nous militons pour infliger une défaite à la politique de Sarkozy et du Medef, c'est-à-dire pour qu'au cœur des mobilisations, une force politique et sociale prenne suffisamment corps pour leur imposer de vrais reculs. Le « vrai changement » politique dans ce pays serait qu'émerge une force d'opposition ouvrière et populaire indépendante des partis institutionnels et de leurs combinaisons électorales et parlementaires.

Les travailleurs, la jeunesse ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leurs organisations quel que soit le gouvernement, pour défendre leurs droits et leurs revendications. Cela signifie une totale indépendance, c'est-à-dire opposition, vis-à-vis de ceux qui comme le PS et EE, veulent poursuivre à l'échelle gouvernementale les politiques libérales qu'ils mènent déjà au niveau local.

Il n'y a pas d'autre issue que la mobilisation et l'organisation. Il faut en construire un des instruments indispensables un parti qui popularise, avance un programme de classe, offensif, pour changer le monde, et qui milite pour l'unité dans les luttes, un parti entièrement fidèle aux travailleurs et qui ne marchandera pas cet engagement pour une quelconque combinaison électorale ou parlementaire.

François Minvielle

[Au sommaire](#)

En guise de rétrospective 2010, chronique du mouvement pour les retraites

L'année qui vient de s'écouler a été profondément marquée par le mouvement social contre la réforme des retraites de Woerth-Sarkozy. Face au premier acte du plan d'austérité de ce gouvernement des riches par les riches, des millions de travailleurs et de jeunes ont pris le chemin de la lutte, combattant une politique, menée dans tous les pays d'Europe, pour faire payer la crise des banques au monde du travail.

Sarkozy a fait passer sa loi, mais il en ressort politiquement affaibli. La révolte face à sa politique, la contestation de la légitimité du parlement, des institutions en général ont donné une vigueur aux idées de la lutte de classe, dans une période où est posée de façon nouvelle et concrète la question de qui dirige, qui décide, pour quels intérêts.

Faire vivre les acquis du mouvement de cet automne est essentiel, d'autant que le gouvernement tente de reprendre la main à travers un nouveau round de « dialogue social ». Bachelot vient ainsi d'ouvrir une « grande concertation nationale sur la dépendance des personnes âgées » dans le but clairement affiché de faire payer les salariés et les retraités à travers des assurances obligatoires, la hausse de la CSG et/ou une journée de travail supplémentaire en « solidarité », en faisant la part belle aux assurances privées, nouvelle attaque contre la Sécu...

Les directions des grandes confédérations s'appêtent à repartir de « concertations » en « sommet social », sans contester la légitimité de ceux qui dirigent au profit d'une infime minorité. De même, sur le terrain politique, le jeu institutionnel pour l'alternance en 2012 reprend de plus belle. Et la farce Valls, faisant de la surenchère sur l'UMP pour « déverrouiller les 35h », ne fait que mettre en lumière la politique du PS et de ses alliés, partis de pouvoir aujourd'hui comme hier, au service du système et des classes dominantes.

Le mouvement sur les retraites a montré à quel point la politique du « dialogue social », comme celle des partis de la gauche gouvernementale aspirant à revenir aux affaires, sont une impasse pour les travailleurs. C'est bien sur le terrain de la lutte de classe, dans l'affrontement face au pouvoir et à sa politique que se décide le sort des classes populaires.

La question de quelle politique face à la crise est largement posée, se nourrissant des luttes qui se développent en Europe. A partir de la riche expérience issue du mouvement, un débat est engagé sur quel programme, quels objectifs pour ces luttes ? Comment contester le pouvoir de ceux qui dirigent et mènent la société à la catastrophe ?

C'est pour alimenter ce débat qu'il nous paraît utile de revenir sur la chronique du mouvement sur les retraites à travers les différents articles écrits sur le sujet dans *Débat Révolutionnaire*, en revérifiant nos raisonnements au fur et à mesure des événements. Ce sera notre rétrospective 2010.

Les articles sont classés par ordre chronologique à partir du mois de février 2010. Il suffit de cliquer à chaque fois sur le titre en gras pour ouvrir l'article en question.

Lors du sommet social de février, Sarkozy annonce son calendrier sur la réforme des retraites en recherchant un « diagnostic partagé » avec les syndicats comme avec le PS qui, à l'image d'Aubry, parle d'allongement à « 61, 62 ans ». Mais la pression des travailleurs s'exerce juste avant les élections régionales. **Sarkozy et la droite sont discrédités, la pression du monde du travail à l'œuvre...** (*Débat révolutionnaire* n°22)

Refusant d'appeler à un 3ème tour social, après la baffé électorale de la droite aux élections régionales, les directions syndicales continuent de s'inscrire dans le « dialogue social ». Sans perspective claire au mécontentement, la manifestation du 23 mars compte trois fois moins de monde que celle du 19 mars 2009, pour affirmer le refus de payer leur crise. **Après les régionales et le 23 mars, formuler une politique pour les travailleurs** (n°25)

Jeu de dupes de la concertation avec les syndicats qui réclament un « vrai débat ». Woerth appelle à « un consensus » en particulier avec le PS qui parle de la « ligne rouge » des 60 ans... et d'allongement des annuités. **Rompre le piège de la concertation pour combattre le chantage du gouvernement** (n°26)

L'intersyndicale appelle au 1er mai sans autre perspective que celle de « l'interpellation commune en vue du sommet social » du 10 mai. Le gouvernement « consulte » à tours de bras, organisations syndicales et politiques qui se prêtent à cette mascarade. Sans politique pour la faire converger, la combativité s'exprime dans des grèves, à la SNCF ou dans le privé sur les salaires. **1er mai : solidarité internationale contre les prédateurs de la finance !** (n°27)

Un million de manifestants lors de la manifestation interprofessionnelle du 27 mai montrant que de nombreux salariés veulent se battre. Woerth continue de gagner du temps par ses concertations, tout en distillant son chantage dans l'opinion. L'appel de l'intersyndicale est vide de contenu : rien sur le nombre d'annuités, le montant des pensions et pas un mot sur l'abrogation des réformes Balladur ou Fillon de 1993 et 2003... **Après le 27 mai...** (n°29)

Après l'annonce des mesures de la contre-réforme le 16 juin, succès de la grève du 24 juin avec 2 millions de manifestants. La colère contre la réforme des retraites se nourrit de la crise Woerth-Bettencourt qui commence. **Un pas vers une lutte d'ensemble pour le retrait du projet de loi sur les retraites ?** (n°31)

Le scandale de l'affaire Bettencourt s'étale au grand jour. Refusant l'affrontement avec le pouvoir, les directions syndicales restent passives sur la crise gouvernementale et se bornent à réclamer une « réécriture » du projet de loi. Sous la pression du succès des manifestations du 24 juin, l'intersyndicale appelle à une journée de grève et de manifestation le 7 septembre. **La milliardaire, le ministre et les retraites...** (n°32)

En plein été, les scandales continuent d'alimenter la politisation contre le gouvernement, même si les directions syndicales sont plus que discrètes sur le sujet. Sarkozy utilise la démagogie réactionnaire contre les Rom pour tenter de reprendre l'initiative. La question de la contestation du pouvoir est posée. **Les trafiquants et délinquants de la haute société...** (n°33)

Alimenté par la crise politique de la droite noyée dans les affaires, le 7 septembre se prépare à être un succès. La politique xénophobe de Sarkozy contre les Roms se retourne contre lui. La manifestation du 4 septembre, pour faire entendre les exigences démocratiques et pas pour défendre la République des colonisateurs, doit préparer la manifestation du 7 septembre. **Engager l'affrontement** (n°34)

3 millions de manifestants le 7 septembre, mais l'intersyndicale qui se tient le lendemain n'annonce rien avant le 23 septembre et se refuse à exiger le retrait de la loi. Cela laisse le terrain politique à Sarkozy, qui tente d'intimider les manifestants avec un vote précipité à l'Assemblée nationale le 15 septembre. Des équipes militantes prennent des initiatives pour préparer le 23 et impulser une autre politique à la lutte. **Tout peut basculer...** (n°35)

Le 23 septembre confirme la profondeur du mouvement. Dans les ports, à Total, dans la Chimie, des équipes militantes prennent des initiatives pour reconduire la grève. Sarkozy veut l'affrontement... mais est déjà dépassé par le mouvement. Utilisant les rendez-vous donnés par l'intersyndicale comme autant de moyens pour se construire, le mouvement se renforce et se politise. **Regrouper, construire, élargir le mouvement vers la grève générale** (n°36)

3,5 millions de manifestants le 12 octobre où étudiants et lycéens rejoignent la lutte. Le mouvement démarre dans les lycées, la grève reconductible se développe à la SNCF, dans la chimie, les ports, les raffineries. Des initiatives de blocages se prennent, avec des « interpro » pour les organiser. Avec la radicalisation, l'exigence du retrait de la loi s'affirme clairement. **Sarkozy pris à son propre piège. Tous ensemble vers la grève générale** (n°37)

En pleines vacances scolaires, le Sénat adopte la loi. Le communiqué de l'intersyndicale du 21 octobre, non signé par Solidaires et FO, se désolidarise de la radicalisation qui a commencé en déclarant veiller "au respect des biens et des personnes". Pas un mot sur la grève dans les raffineries, sur le mouvement dans la jeunesse, les blocages ! L'intersyndicale appelle à une journée le jeudi 28 octobre et le... 6 novembre. **Face au parlement des riches, la démocratie c'est nous !** (n°38)

De nuit, Sarkozy promulgue sa loi comme un petit voleur... Si le gouvernement a réussi à imposer sa réforme, ce n'est pas une défaite sans combat. Des millions de travailleurs, de jeunes, se sont dégagés du chantage de Sarkozy sur les « sacrifices » face à la crise. Faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, rompant avec le dialogue social, pratiquant la démocratie à la base, est une tâche importante pour la suite. **A l'heure des tentatives de reprise en main, faire vivre les acquis du mouvement** (n°39)

Le 23 novembre, les dirigeants des confédérations syndicales se félicitent du mouvement qui n'aurait servi qu'à faire pression sur le gouvernement dans le cadre du « dialogue social », alors qu'il est clair que cette politique est une impasse. La lutte des travailleurs au Portugal, en Irlande comme de la jeunesse britannique vient montrer que la seule issue est sur le terrain de la lutte de classe. Les luttes européennes se renforcent les unes les autres, aident à une prise de conscience de plus en plus large et radicale. **Le monde du travail regroupe ses forces** (n°40)

Malgré l'impasse de la politique des directions syndicales qui n'ont jamais voulu l'affrontement avec le gouvernement, des travailleurs et des jeunes ont cherché à le faire et renoué avec les idées de la lutte. Faire vivre ces acquis aujourd'hui est essentiel pour la suite, en armant la colère contre ce pouvoir des riches d'une perspective politique, sur le terrain de la lutte de classe et pas celui des institutions. **Le temps des maturations...** (n°41)

[Au sommaire](#)